

Pas de paysage en vue



Des stations de sports d'hiver telles que St. Moritz/CH illustrent comment l'économie modifie le paysage. © Zacharie Grossen_wikimedia commons

La consommation d'espace s'accroît et nuit de plus en plus aux paysages alpins. Pour tenter de renverser la tendance, les écologistes suisses ont lancé une initiative contre le mitage. Leur objectif : freiner l'économisation du paysage.

Le 10 février 2019, la Suisse sera confrontée à un sujet crucial : l'utilisation des sols. Ce jour-là, la population suisse devra se prononcer sur une initiative populaire des Jeunes Verts. Selon les termes de l'initiative, la création de nouvelles zones à bâtir ne sera possible que si elle est compensée par le déclassement d'autres surfaces. Le texte demande également une densification de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti, ainsi que la promotion de formes de vie et de travail soutenables.

Un mètre carré de terres cultivées est perdu chaque seconde en Suisse. Selon le constat de l'Association suisse transports et environnements (ATE), les autoroutes ont un impact considérable sur le paysage. Depuis 1980, elles ont augmenté d'environ 65 %. La longueur totale des voies ferrées n'a en revanche quasiment pas augmenté. Les partisans de l'initiative populaire fédérale « Stopper le mitage – pour un développement durable du milieu bâti (initiative contre le mitage) » veulent mettre fin au gaspillage des terres agricoles et des espaces naturels. Les opposants à l'initiative, eux, considèrent que le texte est trop radical et trop rigide. À leurs yeux, l'important

est que l'économie continue de prospérer : cela signifie encore plus de maisons, encore plus de supermarchés, encore plus de bâtiments industriels et commerciaux, de routes et de parkings. D'autres pays alpins connaissent une évolution similaire à celle de la Suisse. Nulle part ailleurs en Europe, autant de terres agricoles ne sont consommées pour l'urbanisation qu'en Autriche. Chaque année, une surface de la taille de la ville de Salzbourg y est artificialisée.

Les effets pernicieux de la croissance

D'un point de vue économique, utiliser est une nécessité : le paysage n'a de valeur que s'il est utilisé pour l'économie. Il devient une ressource. De la production de neige artificielle aux prairies surexploitées et aux forêts déboisées, l'économie façonne et influence la manière dont la forêt, la neige et le paysage se présentent dans les Alpes, déclare Irmi Seidl. Professeure d'économie écologique à l'École polytechnique fédérale et à l'Université de Zurich, elle dirige également l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL et est membre du « sounding board » de CIPRA International. « Les paysages d'aujourd'hui sont tous colonisés, ils sont utilisés pour l'agriculture. » C'est toujours l'économie qui détermine comment ces espaces sont utilisés. « Quand l'économie se développe, elle consomme plus de ressources – et donc plus de paysages. »

Selon Irmi Seidl, on ne relève guère de signes d'un découplage entre la croissance économique et la consommation de ressources. L'utilisation de plus en plus excessive des ressources menace les fondements écologiques de notre société. « Aujourd'hui, toute politique environnementale est assujettie à une réserve de croissance. » : politique environnementale, oui, mais seulement si elle ne nuit pas à la croissance. Or, cette croissance ne peut se poursuivre indéfiniment, comme le montre l'effondrement du secteur du bâtiment dans certaines régions suisses.

Le besoin de modèles économiques alternatifs, moins excessifs et moins dépendants des fluctuations économiques se fait donc de plus en plus pressant. Une approche possible est la sobriété, explique Irmi Seidl. « La sobriété, cela signifie chercher la juste mesure et gérer avec parcimonie les ressources existantes. »

Dans son dossier web « Nature et être humain », la CIPRA recense des bonnes pratiques de tous les pays alpins. Ces exemples montrent qu'il est possible de gérer les paysages de manière économiquement et écologiquement soutenable.

Sources et informations complémentaires :

<https://stop-mitage.ch>,

www.nzz.ch/schweiz/die-zersiedelungsinitiative-auf-einen-blick-ld.1448742 (de), www.wienerzeitung.at/themen_channel/wz_reflexionen/vermessungen/859658_Raubbau-an-der-Landschaft.html (de), www.cipra.org/fr/dossiers/nature-et-etre-humain/paysages

Point de vue : Ne jouez pas avec notre avenir !



Luisa Deubzer en novembre 2018 au Forum annuel de la SUERA à Innsbruck/A.

La crise climatique est une réalité. Elle n'est pas le seul problème urgent en matière d'environnement. Luisa Deubzer du Conseil des jeunes de la CIPRA appelle à une véritable transition sociétale. Fin novembre 2018, la jeune femme de 24 ans a prononcé un discours flamboyant devant des responsables politiques et des jeunes réunis dans le cadre du Forum annuel de la Stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA) à Innsbruck, Autriche.

Été 2018. Je surplombe le glacier supérieur de Grindelwald, autrefois si étendu. Des larmes coulent sur mon visage.

Depuis ma naissance, le glacier a reculé de plusieurs kilomètres. Il est le témoin des conséquences bien réelles de chacune de nos décisions politiques et privées – et de leur caractère irréversible.

Qu'il s'agisse du changement climatique, de la protection des espèces ou de la conservation des habitats naturels, chaque décision prise aujourd'hui accroît ou réduit inéluctablement la marge de manœuvre des générations futures.

Chaque gramme de CO₂ que la génération actuelle de décideurs n'économise pas aujourd'hui aggrave les conséquences pour ma génération. Chaque nouveau projet de construction approuvé aujourd'hui au détriment d'une réserve naturelle restreint notre liberté de vivre un avenir différent et plus écologique dans les Alpes.

Je suis convaincue que c'est dans le domaine du développement durable que ces décisions sont les plus importantes.

Non pas que les décisions économiques ne jouent aucun rôle : au contraire. Mais qu'elles soient bonnes ou mauvaises, elles ne nous seront d'aucune utilité si nous avons détruit le fondement de notre vie : un environnement intact. La dégradation de l'environnement et les changements climatiques aggravent tous les autres problèmes. Nous devons nous engager sérieusement dans une transformation durable de notre société.

Les dilemmes immanents au développement durable le prouvent : il ne suffit pas de rendre notre société « un peu plus soutenable » dans certains domaines, en continuant à adhérer à des croyances et des principes qui ne le sont pas, comme la croissance infinie ou la primauté de l'économie sur la société et l'environnement.

Nous pouvons par exemple lutter contre le changement climatique en utilisant des énergies renouvelables. Mais si, en même temps, nous ne remettons pas fondamentalement en question nos modes de vie égoïstes, cela ne fera qu'aggraver les problèmes des ressources et la destruction de l'environnement.

Nous avons besoin d'un nouveau mode de société, assorti d'une autre forme d'économie.

Si nous ne voulons pas devoir expliquer un jour à nos enfants que nous sommes restés passifs, que nous n'avons rien fait, ou pas assez, alors que nous savions très bien ce qui allait se passer, nous devons changer radicalement notre société. Et nous devons le faire maintenant. Les territoires alpins peuvent jouer un rôle de pionnier dans ce domaine, en facilitant l'expérimentation d'autres formes d'activité économique et de vivre ensemble.

La transition vers une société soutenable pourrait en effet apporter aussi une réponse à la crise que connaissent de nombreuses vallées alpines face au départ et au vieillissement de leur population. Au lieu des nouvelles technologies et de la croissance économique, la solution pourrait être dans les deux cas de promouvoir l'intelligence sociale, d'affirmer le vivre ensemble et de renforcer les structures locales.

Nous pouvons aussi considérer la crise environnementale que nous traversons comme une opportunité : une opportunité de coopérer, d'expérimenter de nouvelles voies et de nous développer en tant que société. Pour les glaciers, ce changement arrive trop tard. Mais nous pouvons faire en sorte que nos décisions d'aujourd'hui n'entraînent pas irrévocablement la disparition d'autres choses.

Sources et informations complémentaires :

www.ipcc.ch/sr15/chapter/chapter-3/ (en), www.ipcc.ch/sr15/chapter/2-0/ (en), <http://science.sciencemag.org/content/358/6370/1610> (en), <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1543691/> (en), www.cipra.org/de/dossiers/2
Jackson, T. (2009). *Prosperity without growth: Economics for a finite planet*. Routledge.
Forster, S. (2017). Innerhofer, E., & Pechlaner, H. (Eds.), *Schrumpfung und Rückbau: Berggebietsentwicklung in der Schweiz und im Kanton Graubünden – Abschied von der Wachstums-idee*. München: oekom Verlag.

Ce que le paysage nous raconte



L'un des nombreux paysages présentés par « Re-Imagine Alps », enrichi de témoignages et d'informations. © Magdalena Holzer, CIPRA International

Comment percevons-nous les changements qui affectent le paysage ? Pourquoi sommes-nous plus attachés à certains lieux qu'à d'autres ? Avec sa nouvelle carte interactive « Re-Imagine Alps », la CIPRA se penche sur ces questions et bien d'autres encore.

Les paysages des Alpes subissent des transformations profondes, constate Katharina Conradin, présidente de CIPRA International : naguère profondément reliés à nos histoires personnelles, ils deviennent peu à peu une ressource interchangeable. « Pour pouvoir nous identifier au paysage qui nous entoure et tisser un lien avec lui, il lui faut un visage, il doit nous raconter une histoire. » Et cette histoire doit être individuelle et unique. « Les fonds de vallée mités par l'urbanisation, les aires d'autoroutes qui se ressemblent toutes et les centres commerciaux interchangeables ne nous racontent pas d'histoire », souligne Katharina Conradin. Ce paysage est détruit de façon irréversible.

Avec sa carte interactive des Alpes, la CIPRA vise à aiguïser notre conscience du paysage et renforcer le lien à la nature qui nous entoure. Cette carte est nourrie de témoignages, d'informations, d'exemples et de comptes-rendus d'activités. Elle peut être consultée sur le lien suivant : map.cipra.org. La carte interactive est régulièrement mise à jour et sera complétée ultérieurement par d'autres thématiques. La CIPRA propose ainsi un panorama toujours plus complet des grandes évolutions qui touchent les Alpes.

Sources et informations complémentaires :

La carte « Re-Imagine Alps » a été développée dans le cadre du champ d'action « Nature et être humain » du projet alpMonitor. Un [dossier web](#) du même nom propose des informations de fond sur le thème du paysage. L'édition actuelle de la revue thématique de la CIPRA Alpencène, intitulée « Le paysage est négociable », présente des interviews approfondies, des essais, des comptes rendus et des commentaires sur le sujet. Le n°104 de la revue Alpencène peut être commandé gratuitement au +423 237 53 53 ou par courriel à l'adresse suivante : international@cipra.org. Il est également téléchargeable sur www.cipra.org/alpencene.

Tourisme soutenable : Qui fait le travail ?



Des expert-e-s de différents pays alpins ont défini lors de la réunion des profils de poste pour le tourisme soutenable. © CIPRA International / C. Schmidt

De nombreux territoires alpins se sont déjà engagés dans des démarches de tourisme soutenable. Mais qui se charge de mettre en réseau ces initiatives ? CIPRA International a réuni début novembre des expert-e-s de tous les pays alpins à Innsbruck/A pour définir un profil de poste.

Certaines régions alpines enregistrent chaque année un nombre record de nuitées, d'autres se dépeuplent. Les Alpes sont touchées à la fois par des phénomènes « d'ouvertourisme » et d'exode. La nature est par endroits dégradée et exploitée. Il existe déjà de nombreuses recettes pour encourager des approches touristiques soutenables et respectueuses de l'environnement. Ces initiatives restent toutefois la plupart du temps très localisées et tributaires de l'engagement de quelques individus particulièrement actifs. Les Alpes ont donc besoin de personnes qui mettent en réseau, soutiennent et diffusent ce type de démarches. La CIPRA a organisé début novembre 2018 à Innsbruck une réunion d'experts financée par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) pour discuter de cette thématique. « Le tourisme est soutenable lorsqu'on a des personnes chargées de mettre en relation les différents échelons et d'élaborer des politiques sur la base d'une démarche de développement durable », souligne Stefanie Pfahl du BMU. Il est donc important de créer des postes de spécialistes chargés de poursuivre cet objectif de façon systématique. « Ces personnes auront probablement des profils différents selon qu'il s'agit par exemple des Alpes françaises

ou autrichiennes », précise Christian Baumgartner, animateur de la réunion et vice-président de CIPRA International. Les débats ont débouché sur une recommandation d'action et sur la définition de profils de poste concrets. D'autres témoignages peuvent être écoutés dans un podcast de la CIPRA à l'adresse suivante : www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/tourisme-soutenable-dans-les-alpes-qui-fait-le-travail (en allemand et italien).

Sources et informations complémentaires :

<https://soundcloud.com/user-376609939/wer-macht-den-job-nachhaltiger-tourismus-in-den-alpen> (de)

<https://soundcloud.com/user-376609939/interview-con-paolo-grigolli-trentino-school-of-management-su-turismo-sostenibile> (it)

La participation des jeunes n'est pas une option, mais une nécessité



Plus de 200 participants de tous les pays alpins se sont rendus à la Conférence GaYA à Chambéry/France. © Pierre Gouyou Beauchamps

Renforçons la participation des jeunes dans les Alpes ! C'est l'appel qui a été lancé dans le cadre de la conférence GaYA à Chambéry/F aux responsables politiques de l'Arc alpin. La participation de nombreux jeunes, d'élus et de représentants de la société civile a montré à quel point cette thématique mobilise.

« Encouragez une culture politique de la participation. Ancrez la participation des jeunes dans les processus décisionnels. Montrez que la participation des jeunes n'est pas une option, mais une nécessité ! » Les organisations partenaires du projet GaYA ont présenté ces recommandations politiques aux élus. Plus de 200 personnes de tous les pays alpins sont venues participer à la conférence GaYA à Chambéry pour discuter des voies possibles pour renforcer la participation des jeunes.

Comment promouvoir la participation des jeunes dans les villes et les territoires ruraux ? Quelles sont les idées, les projets innovants ? Que peuvent faire les élus et les décideurs ? Réunis dans des sessions interactives, jeunes, élus et animateurs jeunesse ont cherché ensemble des réponses à ces questions. Également au programme de la manifestation : de la musique, un buffet de spécialités des Alpes et des clips vidéos réalisés par des jeunes dans le cadre d'un concours de films alpin.

La conférence a marqué la conclusion du projet GaYA, un projet européen de deux ans. Parallèlement aux échanges internationaux et aux recommandations politiques, les partenaires du projet ont élaboré une boîte à outils pour la participation des jeunes et un rapport comparatif sur la démocratie participative dans les Alpes.

GaYA est cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du programme Interreg Espace alpin, par le Ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, par le Land du Vorarlberg/A et par la Région Auvergne-Rhône-Alpes/F.

Les recommandations politiques peuvent être téléchargées dans toutes les langues alpines à l'adresse suivante : www.alpine-space.eu/projects/gaya/fr/produits/recommandations-politiques

Sources et informations complémentaires :

www.cipra.org/fr/gaya, www.alpine-space.eu/gaya (en)

Trois laboratoires de la mobilité soutenable



Dans toutes les Alpes, des projets montrent que mobilité et durabilité peuvent faire bon ménage. © EURAC

Des idées pour une coopération transfrontalière, une stratégie pour les lignes de l'étoile ferroviaire de Veynes et une boîte à outils pour une mobilité transfrontalière durable : trois projets alpins invitent à développer la mobilité soutenable.

Convaincus de la nécessité d'une coopération régionale au-delà des frontières nationales, le Liechtenstein, Saint-Gall/CH, Lindau/D et le Vorarlberg/A se sont réunis dans le cadre du projet transfrontalier Pemo (Migrations journalières et mobilité durable) pour promouvoir la mobilité soutenable dans les déplacements domicile-travail. En collaboration avec CIPRA International et l'Institut de l'énergie du Vorarlberg, ils ont notamment développé une boîte à outils pour la gestion de la mobilité en entreprise. Parallèlement à cette boîte à outils, des symposiums ont été organisés dans la région, une campagne de motivation et de sensibilisation a été lancée et des services ont été mis à la disposition des entreprises.

Comment rendre le train plus attrayant en tant qu'alternative durable à la voiture pour les locaux et le tourisme ? Des collectivités locales et des associations se sont mobilisées pour élaborer une stratégie partagée pour les transports publics dans les Alpes françaises. CIPRA France accompagne cette démarche. L'objectif est avant tout de dynamiser les lignes de l'étoile ferroviaire de Veynes, qui relie entre autres Gap à Grenoble et Briançon à Paris ou Marseille. Le plan d'action qui vient d'être publié constitue une première étape pour valoriser les lignes de l'étoile de Veynes. Parmi les mesures envisagées, il y a notamment la création d'un guide du routard au départ des lignes de l'étoile ferroviaire de Veynes.

Des bateaux pour les migrants journaliers sur le Léman, une plateforme de covoiturage, une Centrale de Mobilité : dans le cadre du projet « Cross-border mobility – Mobilité transfrontalière dans la région alpine », le Groupement suisse pour les régions de montagne SAB, le Land Tyrol/A et CIPRA International ont recensé les modèles existants de coopération transfrontalière dans les Alpes, et les ont mis à la disposition du public dans le cadre d'une « [Story Map](#) ». Le projet s'est également appuyé sur les résultats du projet Pemo : la [boîte à outils](#) pour la gestion de la mobilité en entreprise est désormais disponible en ligne dans les quatre langues alpines. Les entreprises de tous les pays alpins sont par ailleurs invitées à étoffer la boîte à outils en faisant part des stratégies qu'elles ont mises en place en faveur de la mobilité soutenable.

Sources:

www.cipra.org/de/medienmitteilungen/nachhaltige-mobilitaet-verbundet (de), <https://www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/migrations-journalieres-et-mobilite-durable-pemo>, www.cipra.org/fr/cipra/france/actualite, <https://www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/cross-border-mobility>

Les Jeux Olympiques d'hiver de nouveau dans les Alpes en 2026 ?



Sur les traces de Turin : Milan et Cortina se sont portées candidates pour l'organisation des JO d'hiver 2026. (c) CIPRA Italie, Francesco Pastorelli

Début janvier 2019, Milan et Cortina d'Ampezzo/I ont présenté leur candidature commune, et s'affrontent ainsi à Stockholm/SE pour l'organisation des Jeux Olympiques. Le CIO prendra sa décision en juin.

Selon toute probabilité, les JO d'hiver 2026 auront lieu dans les Alpes, ou plutôt, en partie dans les Alpes et en partie dans une grande ville de la vallée du Pô. La probabilité que le Comité International Olympique (CIO) porte son choix sur la candidature commune de Milan et Cortina pour l'organisation des vingt-cinquièmes Jeux d'hiver est de plus en plus élevée. Après les villes alpines de Sion/CH, Graz/A et Innsbruck/A, la ville japonaise de Sapporo et la ville canadienne de Calgary ont également retiré leur candidature. Et à Stockholm, dernier autre candidat en lice, le conseil municipal a refusé de soutenir sa propre ville. La métropole de Milan et la ville de Cortina d'Ampezzo dans les Dolomites se préparent donc à accueillir les Jeux d'hiver, faute d'alternatives. Le fait que certaines villes aient retiré leur candidature et que les habitants d'Innsbruck, de Sion et de Calgary aient rejeté à grand fracas la candidature de leur ville devant les urnes devrait également faire réfléchir les représentants du CIO, qui continuent à propager un modèle de Jeux Olympiques de tous les superlatifs devenu aujourd'hui inacceptable pour des raisons économiques et environnementales.

Si l'on en croit le dossier de candidature de Milan et Cortina, les jeux seront durables, ils auront d'énormes effets positifs sur la région et seront réalisés à peu de frais. Malheureusement, l'expérience montre que la facture ne peut être véritablement chiffrée qu'à la fin de l'événement. La dernière fois que les JO d'hiver se sont déroulés dans les Alpes (Turin 2006), les coûts étaient estimés à 500 millions d'euros dans le premier dossier de candidature. Or, le solde final s'est élevé à plus de 3 milliards d'euros pour les frais d'organisation, la construction des infrastructures et l'élévation de quelques cathédrales sportives situées loin de tout. Néanmoins, la double candidature actuelle a peut-être un aspect positif par rapport aux autres candidatures : les appels d'offres pour les projets de construction sont répartis sur un vaste territoire et ne sont pas concentrés dans une seule région de montagne. Certaines installations sportives existent déjà, mais elles ont besoin d'être modernisées ou reconstruites, comme la piste de bobsleigh de Cortina d'Ampezzo. En revanche, la sous-estimation des coûts et les inévitables projets d'infrastructures tels que les retenues collinaires pour l'enneigement artificiel, les routes, les parkings et les villages olympiques, en particulier dans les territoires de montagne des Dolomites et de la Valteline, sont une source de préoccupation. Ils auraient un impact important sur l'environnement.

« Depuis des années, la CIPRA demande que le CIO revoit son cahier des charges pour l'organisation des JO d'hiver. Nous sommes d'avis que la région alpine n'est pas adaptée pour accueillir les Jeux tels qu'ils sont conçus par le CIO », déclare Francesco Pastorelli, directeur de CIPRA Italie.

Sources et informations complémentaires :

www.cipra.org/it/dossiers/giochi-olimpici-invernali, www.milanocortina2026.coni.it/images/CandidatureFile_MilanoCortina2026_eng.pdf (en), www.lastampa.it/2019/01/11/sport/olimpiadi-invernali-il-dossier-milanocortina-al-cio-sfida-a-stoccolma-yba6xydTZ7LKjmPob0ifOJ/pagina.html (it)

Assurer l'accessibilité des services en milieu rural



Services de proximité et conseils personnalisés : dans les Alpes françaises, les Maisons de services au public sont bien accueillies par la

La 100^{ème} Maison de services au public a ouvert ses portes dans les Alpes françaises en décembre 2018. Une histoire de succès.

Le trajet en train entre Saint-Étienne-de-Cuines et Chambéry, la grande ville la plus proche, dure 50 minutes. Cette commune rurale de 1 200 habitants a les mêmes problèmes que de nombreuses autres petites communes des Alpes françaises, confrontées à la disparition des services de proximité sous la pression des économies budgétaires : dématérialisation des procédures et transfert des services publics et des conseils personnalisés en matière de logement, d'emploi ou de prestations familiales dans la ville la plus proche. Une situation particulièrement problématique pour les personnes âgées ou les familles avec de jeunes enfants. En décembre 2018, Saint-Étienne-de-Cuines (Savoie) a inauguré la 100^{ème} Maison de services au public (MSAP) des Alpes, qui propose désormais aux habitants de la commune un accueil personnalisé et l'accès aux services de proximité.

L'histoire des MSAP est une réussite : entre 2015 et 2018, leur nombre a doublé dans les Alpes françaises. Ce modèle innovant de points d'accueil proposant des services de base à la population des zones rurales et de montagne a été développé dans les Alpes par

population. © ADRETS - CC by-SA

L'Association pour le développement en réseau des territoires et des services alpins (ADRETS). Une MSAP est une structure qui combine l'accueil physique et l'accompagnement numérique, explique Jean Horgues-Debat, cofondateur de l'ADRETS dont il a été le directeur jusqu'en 2017, et aujourd'hui président de CIPRA France. Il parle d'un effet réseau : « en prenant exemple sur les 1ères expériences, les élus ont pu voir l'intérêt des MSAP pour leur population mais également pour mutualiser leurs propres services (agence postale communale, office de tourisme, services sociaux, etc.), et réaliser ainsi des économies ». Jean Horgues-Debat voit la raison du succès des MSAP avant tout dans la facilité d'accès et la convivialité de ces structures : « La mutualisation des ressources permet de limiter les trajets et de réduire les inégalités sociales dans l'accès aux services. »

Depuis janvier 2016, un fonds commun assure le fonctionnement des MSAP. Ce fonds est financé, entre autres, par les caisses d'assurance maladie et de retraite et par Pôle Emploi. L'association ADRETS est également soutenue politiquement et financièrement par la Convention interrégionale du Massif Alpin (CIMA).

Sources et informations complémentaires :

<https://adrets-asso.fr/?RencontreAujourdHui100MsapDansLesAlpes>, <https://adrets-asso.fr/wakka.php?wiki=AccompagnementDesMaisonsDeServicesAuPubli>, <https://www.cget.gouv.fr/dossiers/maisons-de-services-public>, <https://www.maisondeservicesaupublic.fr/>, https://fr.wikipedia.org/wiki/Maison_de_services_au_public, www.cipra.org/fr/cipra/france/bonnes-pratiques/developpement-economique-social/projet-serpom-les-adrets

Des écosystèmes en rupture d'équilibre



Welschnofen, Italie 2018: Les chablis ont des conséquences écologiques considérables. © seehauserfoto

Tempêtes, sécheresses, inondations, coulées de boue, avalanches : en 2018, de nombreux territoires alpins ont été touchés par des événements naturels extrêmes. De nouvelles approches permettent de mieux gérer ces phénomènes.

Des orages violents et de fortes tempêtes avec des vents atteignant 180 km/h ont frappé en octobre 2018 les Dolomites/l. Des millions d'arbres ont été abattus ou déracinés. Les pertes du secteur forestier sont immenses. Ces chablis ont des conséquences écologiques considérables : des milliers d'hectares d'arbres fixateurs de CO₂ sont anéantis. La présence des arbres morts peut amplifier les attaques d'insectes parasites, qui se propagent ensuite à d'autres végétaux. Durant les étés de plus en plus secs, le bois mort alimente les feux de forêt. Lorsque les forêts sont déracinées, les coulées de boue se multiplient en cas de pluie, et en hiver, les dommages subis par les forêts de protection entraînent des risques accrus d'avalanches.

Selon Robin Naumann, ingénieur forestier et chef de projet chez CIPRA International, les forêts mélangées richement structurées et composées d'arbres d'âges différents pourraient permettre d'inverser cette tendance : « Ce type de forêts mélangées peut amortir les événements extrêmes de façon beaucoup plus efficace que les peuplements forestiers très homogènes. Or, les monocultures telles que

les peuplements monospécifiques d'épicéa sont souvent favorisées pour des raisons économiques ». Le projet européen « AlpES – Alpine Ecosystem Services » qui s'est achevé en décembre 2018 a attiré l'attention sur ces problématiques. Le projet visait à renforcer le rôle et la valeur des services écosystémiques dans la gouvernance environnementale.

L'importance de bien gérer les rivières alpines

Des rivières alpines intactes constituent la base de l'approvisionnement en énergie et en eau dans les Alpes. Après la sécheresse prolongée de l'été 2018 qui a provoqué une mort massive des poissons, y compris dans le Rhin alpin, les inondations survenues en automne ont causé des dégâts considérables. Dans le sud de l'Autriche par exemple, en Carinthie et dans le Tyrol oriental, plusieurs rivières et ruisseaux ont débordé de leur lit. Les arbres renversés et les glissements de terrain ont rendu les routes impraticables : des vallées et des communes ont été coupées du monde pendant des jours. Les aménagements de nombreux cours d'eau ont également été endommagés. Ces événements montrent clairement que la protection contre les crues ne doit pas se limiter pas à des mesures techniques, qui ont souvent un impact négatif sur l'écologie des rivières. Dans le cadre du projet européen « SPARE – Strategic Planning for Alpine River Ecosystems » qui s'est achevé en 2018, des territoires pilotes répartis dans tout l'Arc alpin ont développé et testé pendant trois ans des méthodes de gestion intégrée des rivières. Ils ont tenu compte notamment de l'état écologique des cours d'eau, de la diversité structurelle des lits de rivière et des zones riveraines et de la dynamique naturelle des cours d'eau.

Sources et informations complémentaires :

www.cipra.org/de/pdfs/796/view (de), www.suedtirolnews.it/italien/apokalyptische-lage-unwetterdesaster-in-den-belluneser-dolomiten (de), www.corriere.it/cronache/18_novembre_06/maltempo-droni-satelliti-censire-alberi-abbattuti-veneto (it), <https://orf.at/stories/3087501/> (de), <https://alpenallianz.org/fr/actuel/la-vulnerabilite-du-milieu-alpin>, www.cipra.org/fr/nouveautes/les-alpes-a-court-eau, www.umweltverband.at/assets/Uploads/StreamLand-Broschure-WEB-RZ.pdf (de), www.cipra.org/fr/communiqués/comprendre-les-ecosystemes-alpins

Étudier les Alpes



Les Alpes continuent de fasciner la recherche et la science. © ::ErWin, flickr.com

C'est probablement l'une des régions de montagne les mieux étudiées de la planète. Et la volonté d'explorer les Alpes ne faiblit pas : un nouveau centre de recherche sur la montagne a ouvert ses portes à Sion/CH en novembre 2018.

L'université de Lausanne (CH) a inauguré le 2 novembre 2018 à Sion son nouveau Centre interdisciplinaire de recherche sur la montagne (CIRM). Le CIRM a pour objectif de développer la recherche interdisciplinaire dans neuf thématiques telles que la transition énergétique, le tourisme, la santé ou les risques naturels en montagne. Près de 50 chercheurs de différentes institutions, issus de domaines aussi divers que la géologie ou l'histoire, y participeront pour contribuer par des projets de recherche au développement durable des régions de montagne.

Par ailleurs, la recherche alpine ne se limite pas à des thématiques d'intérêt local ou régional. Face aux nouveaux problèmes engendrés par le changement climatique ou la mondialisation, des approches et des coopérations internationales sont nécessaires. « La coopération internationale en matière de recherche et de conservation de la nature et la volonté politique sont indispensables pour relever les défis futurs de la conservation des écosystèmes alpins », souligne Patrick Schwager de l'université de Graz (A), l'un des cinq partenaires du Réseau européen pour la recherche et la conservation des plantes alpines. L'objectif du réseau est de collecter des graines de plantes alpines de haute qualité pour la recherche et la protection des espèces. Parallèlement à ce réseau et au CIRM, d'autres institutions de recherche alpine sont actives au niveau international. Trois de ces institutions sont basées en Suisse : l'ISCAR (Comité scientifique international pour la recherche alpine), l'Initiative de recherche en montagne (RMI) qui se concentre sur le développement durable, et la plateforme Global Mountain Biodiversity Assessment (GMBA), dédiée à la biodiversité en montagne. En Allemagne, l'Institut de recherche alpine AFI se consacre depuis plus de 20 ans à la recherche appliquée et à des activités de conseil. Euromontana, l'Association européenne pour la coopération et le développement des territoires de montagne, est basée à Paris et à Bruxelles. En Italie, l'Institut pour l'environnement alpin de l'Eurac est engagé dans la recherche appliquée sur les territoires de montagne.

Quellen und weitere Informationen:

www.unil.ch/centre-montagne, <https://www.euromontana.org>, www.alpineseedconservation.eu (en), www.mountainresearchinitiative.org (en), www.eurac.edu/de/research/mountains/alpenv (de, en, it), www.alpenforschung.de (de)

Agenda

Journée BOOST- Mobilité et Numérique, 09.02.2019, Lans-en-Vercors/F. [En savoir plus...](#)

RDV thématiques du Parc national des Ecrins : Une montagne sans glacier ? 12.02.2019, Le Casset/F. [En savoir plus...](#)

Formation : Comment intégrer le développement durable dans les marchés de construction bois ? 07.03.2019, CCI de Grenoble/F. [En savoir plus...](#)

En voiture Simone ! ... et si Simone laissait sa voiture au garage ? , 11.-12.3.2019, Plateau du Vercors/F. [En savoir plus...](#)

Assemblée Générale de CIPRA France, 19.03.2019, Lus-la-Croix-Haute /F. [En savoir plus...](#)